

**CONVENTION RELATIVE**

**A LA COOPERATION EN MATIERE D'ADOPTION**

**D'ENFANTS**

**ENTRE LA**

**COMMUNAUTE FLAMANDE DE BELGIQUE**

**ET LE GOUVERNEMENT DE LA**

**REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM**

**CONVENTION RELATIVE A LA COOPERATION EN MATIERE  
D'ADOPTION D'ENFANTS ENTRE LA COMMUNAUTE FLAMANDE  
DE BELGIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
SOCIALISTE DU VIETNAM**

La Communauté flamande de Belgique et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam (désignées ci-après les Parties contractantes),

Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu plein d'affection et de bonheur familial ;

Reconnaissant que chaque Partie contractante doit prendre des mesures appropriées pour garantir le maintien de l'enfant dans son milieu familial et assurer une protection de remplacement à l'enfant privé de son milieu familial ;

Considérant que l'adoption internationale est une mesure adéquate afin de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son pays d'origine ;

Reconnaissant que l'enfant adopté conformément à la présente convention doit jouir des mêmes droits et des mêmes intérêts légitimes que ceux accordés aux enfants résidant habituellement sur leur territoire ;

Ont résolu de conclure la présente convention :

# CHAPITRE I

## DISPOSITIONS GENERALES

### **Article 1 : Champ d'application**

1. La présente convention s'applique lorsqu'un enfant n'ayant pas atteint l'âge limite d'adoption fixé par la législation de chaque Partie contractante, résidant habituellement sur le territoire de l'Etat d'une des deux Parties contractantes et ayant la nationalité de cet Etat (désigné ci-après l'enfant) doit être adopté par une personne ou un couple marié résidant habituellement sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante (désignés ci-après les adoptants).

La présente convention s'applique également lorsqu'un enfant apatride résidant habituellement sur le territoire de l'Etat d'une des deux Parties contractantes doit être adopté par un couple marié ou une personne résidant habituellement sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante.

2. Pour la Communauté flamande de Belgique, la présente convention s'applique à tout adoptant résidant sur le territoire de la région de langue néerlandophone de Belgique ainsi qu'à tout adoptant résidant sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et choisissant de s'adresser à l'autorité centrale flamande pour l'adoption internationale.
3. L'adoption visée au point 1 du présent article doit être celle qui crée le lien de filiation entre les adoptants et l'adopté.

## **Article 2 : Principes de l'adoption**

Les Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures de coopération afin de garantir que les adoptions d'enfant résidant habituellement sur le territoire de l'Etat de l'une des Parties contractantes (désigné ci-après l'Etat d'origine), par des adoptants résidant habituellement sur le territoire de l'Etat de l'autre Partie contractante (désigné ci-après l'Etat d'accueil), aient lieu conformément à la législation de chaque Partie contractante, dans le respect de la Convention des Nations-Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant en vue de garantir l'intérêt supérieur de l'enfant.

## **Article 3 : Protection de l'enfant**

1. Les Parties contractantes prennent toutes mesures conformes à leur législation afin de prévenir l'enlèvement, la vente et le trafic des enfants, et de sanctionner les abus et les gains indus liés à l'adoption ainsi que les autres violations des droits et intérêts légitimes des enfants.
2. Les Parties contractantes créent des conditions favorables afin d'encourager l'adoption d'enfants orphelins ou handicapés.

## **Article 4 : Langues**

Pour l'application de la présente convention, les Parties contractantes correspondent entre elles dans l'une des langues officielles de l'Etat d'origine.

## **CHAPITRE II**

### **AUTORITES ET ORGANISMES INTERVENANT DANS LA MISE EN APPLICATION DE LA CONVENTION**

#### **Article 5 : Autorités centrales**

Sont désignées comme Autorités centrales des Parties contractantes pour l'application de la présente convention :

- pour la République socialiste du Viet Nam : l'Autorité de l'Adoption internationale relevant du Ministère de la Justice ;
- pour la Communauté flamande de Belgique : l'Autorité centrale flamande pour l'adoption internationale désignée par le gouvernement flamand.

#### **Article 6 : Autres autorités publiques compétentes**

Pour l'application de la présente convention, les Autorités centrales des Parties contractantes peuvent s'adjoindre le concours d'autres autorités publiques compétentes.

#### **Article 7 : Organismes agréés**

1. Pour l'application de la présente convention, les Autorités centrales des Parties contractantes peuvent s'adjoindre le concours d'organismes agréés en matière d'adoption conformément à leur législation (désignés ci-après organismes agréés).
2. Un organisme agréé conformément à la législation de l'Etat d'accueil est autorisé, après l'obtention de l'agrément de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, à mener des activités humanitaires et non lucratives sur le territoire de cet Etat afin d'assister les adoptants résidant habituellement sur le territoire de l'Etat d'accueil dans les procédures d'adoption d'enfants résidant habituellement sur le territoire de l'Etat d'origine conformément à la présente convention.

3. Pour l'obtention de l'agrément de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine, un organisme agréé dans l'Etat d'accueil doit remplir toutes les conditions requises par la législation de l'Etat d'origine et doit avoir des programmes et des projets d'activités non lucratives dans le domaine de l'adoption, y compris des soutiens financiers d'ordre humanitaire aux établissements de protection de l'enfance dans l'Etat d'origine.
4. L'organisme agréé agit sous le double contrôle des Autorités centrales des Parties contractantes.

### **CHAPITRE III**

#### **LEGISLATION APPLICABLE ET COMPETENCE EN MATIERE D'ADOPTION**

##### **Article 8 : Conditions requises vis-à-vis des enfants à adopter**

1. Les conditions requises vis-à-vis des enfants à adopter sont fixées par la législation de l'Etat d'origine.
2. La désignation des personnes ou institutions habilitées à consentir à l'adoption ainsi que les formes selon lesquelles le consentement est recueilli sont régies par la législation de l'Etat d'origine.

##### **Article 9 : Conditions requises vis-à-vis des adoptants**

1. Les adoptants doivent remplir les conditions requises par les législations des deux Parties contractantes.
2. Les adoptants doivent notamment être aptes à éduquer et prendre soin d'un enfant adopté.

## **Article 10 : Compétences pour la décision d'adoption**

La décision de placer un enfant en adoption relève de la compétence des Autorités de l'Etat d'origine.

## **Article 11 : Reconnaissance de l'adoption**

Les décisions d'adoption rendues par les autorités compétentes de l'Etat d'origine conformément à la législation de cet Etat et à la présente convention sont reconnues de plein droit comme prescrit dans la législation de l'Etat d'accueil.

## **Article 12 : Effets juridiques de l'adoption**

1. Conformément à la législation nationale des Parties contractantes, les effets juridiques de l'adoption prévue par la présente convention sont déterminés par la législation de l'Etat où l'adoption se réalise.
2. L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil informe l'Autorité centrale de l'Etat d'origine de la date d'acquisition par l'adopté de la nationalité de l'Etat d'accueil.

Les Parties contractantes s'engagent à créer toutes facilités pour que l'enfant adopté ayant acquis la nationalité de l'Etat d'accueil tout en conservant sa nationalité d'origine au regard de la législation de l'Etat d'origine puisse choisir une nationalité lorsque celui-ci atteint l'âge légalement prévu pour un choix de nationalité.

## **CHAPITRE IV**

### **PROCEDURE D'ADOPTION ET RESPONSABILITES DES AUTORITES CENTRALES**

#### **Article 13 : Dossier des candidats adoptants**

1. Le dossier des candidats adoptants doit être rempli conformément à la législation de l'Etat d'accueil et à celle de l'Etat d'origine et doit être certifié par l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil dans les termes fixés à l'article 14 de la présente convention.
2. Au dossier des candidats adoptants doit être jointe une traduction certifiée conforme dans la langue de l'Etat d'origine par l'organe de représentation diplomatique ou l'organe consulaire de l'Etat d'origine ; les frais de traduction et de certification sont à la charge des candidats adoptants.

#### **Article 14 : Responsabilité de l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil**

L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil s'assure :

- a) que les adoptants remplissent les conditions nécessaires pour adopter telles qu'elles sont prévues à l'article 9 de la présente convention ;
- b) qu'ils ont été informés et préparés à l'adoption d'un enfant, notamment en ce qui concerne le milieu familial et social du pays d'origine de l'enfant ;
- c) que l'enfant sera autorisé à entrer et séjourner de manière permanente sur le territoire de l'Etat d'accueil.

#### **Article 15 : Envoi du dossier des candidats adoptants**

L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine le dossier du candidat adoptant accompagné d'une note contenant les renseignements suivants sur les candidats adoptants:



- a) nom et prénom, date de naissance, numéro de passeport ou de carte d'identité, lieu de résidence habituelle, profession, adresse pour la correspondance ;
- b) capacité d'exercice en matière civile ;
- c) attestation de l'aptitude à assumer une adoption (suite à l'évaluation de leur situation personnelle, familiale, sociale et médicale, de leurs motivations à l'adoption et de leurs conditions socio-économiques, cette évaluation mentionnant les caractéristiques de l'enfant que les intéressés seraient aptes à adopter).

## **Article 16 : Responsabilité de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine**

### **1. L'Autorité centrale de l'Etat d'origine s'assure:**

- a) que l'enfant proposé à l'adoption est adoptable au regard de la législation de l'Etat d'origine ;
- b) qu'après examen des possibilités locales de prise en charge de l'enfant, l'adoption internationale s'avère la solution la plus appropriée à son intérêt ;
- c) qu'un consentement par écrit à l'adoption a été expressément donné par les personnes ou institutions habilitées à consentir à l'adoption, y compris le consentement donné par l'enfant à son adoption lorsque sa loi personnelle exige son consentement quand celui-ci a atteint un certain âge ;
- d) que ces personnes ou institutions ont été dûment informées des différentes formes d'adoption prévues par la législation de l'Etat d'accueil, notamment de leurs effets juridiques.

2. Lorsque l'Autorité centrale de l'Etat d'origine considère que l'enfant est adoptable, elle transmet le dossier des candidats adoptants à l'autorité publique compétente de cet Etat pour qu'elle donne suite au dossier et le communique à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil.

## **Article 17 : Procédure de proposition d'un enfant en adoption dans le cas d'adoption sans pré-identification de l'enfant à adopter**

1. L'Autorité centrale de l'Etat d'origine transmet à l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil une note contenant les renseignements suivants sur l'enfant proposé à l'adoption :
  - a) nom et prénom, sexe, date de naissance, lieu de résidence ;
  - b) adoptabilité ;
  - c) situation personnelle, familiale, milieu social ;
  - d) situation de santé ;
  - e) besoins et centres d'intérêt particuliers de l'enfant, le cas échéant.
2. L'Autorité centrale de l'Etat d'accueil doit communiquer dans les meilleurs délais à l'Autorité centrale de l'Etat d'origine l'acceptation ou le refus des candidats adoptants vis-à-vis de l'enfant proposé.

## **Article 18 : Procédure de remise de l'enfant**

1. La remise officielle de l'enfant adoptif doit être faite conformément à la législation de l'Etat d'origine.
2. Sur demande de l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil, l'Autorité centrale de l'Etat d'origine certifie que les conditions et les procédures d'adoption sont réalisées conformément à la présente convention.
3. Les Autorités centrales des Parties contractantes s'assurent que l'enfant bénéficie de toutes facilités pour quitter son pays d'origine ainsi que pour entrer et séjourner de manière permanente sur le territoire de l'Etat d'accueil.

## **Article 19 : Achèvement des procédures dans l'Etat d'accueil**

Après l'achèvement de la procédure d'adoption conformément à sa législation nationale, l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil en informe, par écrit, l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

## **CHAPITRE V**

### **OBLIGATIONS DE COOPERATION**

## **Article 20 : Coopération en matière de protection des enfants**

1. Les Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures appropriées en vue de protéger les enfants conformément aux dispositions de la présente convention.
2. Les Parties contractantes s'assurent que l'enfant adopté conformément aux dispositions de la présente convention bénéficie de la protection et des droits accordés aux enfants résidant habituellement sur le territoire de l'Etat de la Partie contractante concernée.
3. Lorsque le maintien de l'enfant dans la famille adoptive n'est plus conforme à son intérêt supérieur, les autorités publiques de l'Etat d'accueil doivent prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires en vue de sa protection. L'autorité centrale de l'Etat d'accueil en informe l'Autorité centrale de l'Etat d'origine.

## **Article 21 : Echanges d'informations**

1. Les Parties contractantes échangent des textes juridiques relatifs à l'adoption, notamment les conditions requises vis-à-vis des adoptants, des données statistiques et d'autres renseignements nécessaires à l'adoption.
2. Les Parties contractantes se renseignent mutuellement sur le fonctionnement de la présente convention et prennent les dispositions nécessaires pour que soient levés les obstacles à son application.
3. Sur demande de l'Autorité centrale de l'Etat d'origine et dans le respect de sa législation, l'Autorité centrale de l'Etat d'accueil s'engage à donner des informations sur le suivi d'une adoption particulière. L'Autorité centrale de l'Etat d'origine s'engage à maintenir le caractère confidentiel de ces informations conformément à sa législation, dans le but de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle est tenue de ne faire usage de ces informations que dans le but mentionné dans la demande d'information.

## **Article 22 : Assistance technique pour la mise en application de la présente convention**

Pour la bonne application de la présente convention, les Parties contractantes s'engagent à établir entre elles une coopération sous la forme d'assistance technique en matière de formation du personnel et d'aide aux autorités publiques ou aux établissements de protection de l'enfant ainsi qu'à échanger des informations et des expériences dans le domaine de l'adoption.

## **Article 23 : Groupe de travail mixte**

1. Pour assurer la bonne application de la présente convention, les Parties contractantes conviennent de créer un groupe de travail mixte et paritaire composé de 3 représentants des Autorités centrales et des autres autorités publiques compétentes en matière d'adoption.

2. Pendant la durée de la présente convention telle que visée à l'article 24 point 2, le groupe de travail mixte se réunit au moins deux fois, alternativement dans chacun des Etats des Parties contractantes. Les Parties contractantes peuvent, de manière exceptionnelle et de commun accord, décider de réunir le groupe de travail mixte. D'un commun accord, les Parties contractantes peuvent inviter les représentants des organismes agréés à assister, en qualité d'observateurs, aux réunions du groupe de travail mixte.
3. Le groupe de travail mixte examine et évalue la mise en application de la présente convention. Il convient des mesures d'assistance technique mentionnées à l'article 22 et supervise les soutiens financiers d'ordre humanitaire des organismes agréés en faveur des établissements de protection de l'enfance dans l'Etat d'origine tels que visés à l'article 7 point 3 de la présente convention.

## **CHAPITRE VI**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 24 : Entrée en vigueur et durée de validité**

1. La présente convention est soumise à ratification conformément à la législation de l'Etat de chacune des Parties contractantes et entrera en vigueur le trentième jour après la date d'échange des instruments de ratification.
2. La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de cinq ans si, dans le délai de six mois précédent le terme de chaque période de validité, aucune des deux Parties contractantes ne reçoit la notification par écrit de l'autre Partie contractante sur l'intention de mettre un terme à la présente convention.

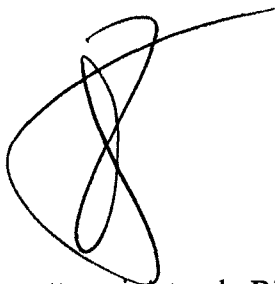
## Article 25 : Modifications et amendements

La présente convention pourra faire l'objet de modifications et d'amendements d'un commun accord entre les Parties contractantes. Toute proposition de modification et d'amendement sera faite par voie diplomatique. Les modifications et amendements entrent en vigueur conformément au respect de la procédure visée à l'article 24 point 1 de la présente convention.

Fait en triple exemplaire à Bruxelles, le 17 mars 2005, en langue vietnamienne, en langue néerlandaise et en langue française, chaque texte faisant également foi. Au cas où les interprétations sont différentes, le texte français sera de référence.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Pour la Communauté flamande de Belgique,

A stylized, abstract signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Inge Vervotte, ministre du Bien-être,  
de la Santé publique et de la Famille  
du Gouvernement flamand

Pour le Gouvernement de la République  
socialiste du Vietnam

A cursive signature with a large, prominent 'P' and 'T' at the beginning, followed by several loops and a long horizontal stroke.

Phan Thuy Thanh, Ambassadeur  
Extraordinaire et Plénipotentiaire  
de la République socialiste du Vietnam  
auprès du Royaume de Belgique